

L'euro symbolise la multiplication de plans d'austérité sociale et budgétaire sans précédent. Mais la monnaie unique est-elle responsable de tout ?

Les contradictions ne sont pas nées avec l'euro, qui n'explique donc pas à lui seul la crise. Mais il en constitue un extraordinaire facteur d'extension. D'une part, la libéralisation de la circulation des capitaux a attisé et accéléré l'incendie financier par la suppression des « coupe-feu » qui existaient précédemment. D'autre part, la volonté de faire rentrer de force des économies nationales très hétérogènes dans un moule unique (taux de change, taux d'intérêt...) a provoqué des contraintes, des déséquilibres systémiques et des phénomènes pervers (bulles spéculatives et immobilières...). Pour maintenir – artificiellement – des économies divergentes dans une même monnaie, il a fallu mettre en place des carcans toujours plus brutaux (pacte de stabilité...) puisque les seules « variables d'ajustement » qui restent sont les revenus du travail (salaires, retraites, protection sociale) et les budgets nationaux (fonction publique, services publics...). Or l'austérité nécessaire à la survie de l'euro plombe la croissance, entraîne la perte de recettes publiques, et enclenche ainsi un cercle vicieux mortifère...

Mais les dirigeants européens n'avaient pas programmé tout cela ?

Il est vrai que la crise revêt désormais une intensité telle que ces derniers semblent en perdre quelque peu la maîtrise. Ils font cependant preuve d'un remarquable opportunisme, en prenant prétexte de la gravité de la situation pour tenter d'imposer les objectifs dont ils rêvaient depuis des lustres : transfert massif de propriété publique vers le privé à prix bradé (plans de privatisations, notamment en Grèce) ; remise en cause sans précédent des conquêtes sociales (droit du travail...) ; effacement de la souveraineté des peuples et de la démocratie (certains parlent même de celle-ci comme d'une contrainte « contre-productive »). Tant Angela Merkel que Nicolas Sarkozy ont ouvertement précisé que la crise constituait une « occasion » qu'il convenait d'« utiliser ».

Certains rétorquent qu'il s'agit là de « l'Europe ultralibérale », à laquelle il conviendrait d'opposer une « autre Europe »...

Il faut d'abord constater que cette « autre Europe » est devenue une tarte à la crème vantée par à peu près tous les dirigeants politiques... Par exemple, lors de la campagne en vue du référendum de 2005, Nicolas Sarkozy lui-même (qui n'était pas encore président) n'avait pas hésité, avec d'autres, à affirmer qu'un vote favorable au Traité constitutionnel allait enfin permettre de construire une « autre Europe ».

Il y a cependant des partisans sincères de ladite « autre Europe »...

Bien sûr, et c'est respectable. Mais, en retour, ceux-là doivent accepter qu'un autre point de vue puisse s'exprimer. Hélas, bien souvent, la simple évocation de la sortie de l'Union européenne provoque non des arguments, mais des invectives : cette perspective ne pourrait être le fait que de cinglés au front bas, de dangereux « populistes », « voire pire ». En réalité, les partisans de l'intégration ont réussi à répandre l'idée qu'il ne peut y avoir d'alternative : quoi qu'il arrive, il faut inévitablement « faire l'Europe ». A cette injonction idéologique du camp pro-Bruxelles, il semble que de nombreuses forces n'aient pas eu le courage ou la volonté de résister. D'où sans doute la tentation de proposer cette « autre Europe » – une idée d'autant mieux acceptée par les cercles européistes qu'elle ne repose que sur des pétitions de principe vides de tout contenu concret. Rappelons qu'à la fin des années 1990, une grande majorité de gouvernements de l'UE se réclamaient de la gauche, et se faisaient fort de construire une « Europe sociale ». On l'attend toujours, et pour cause...

Mais n'est-il pas légitime de promouvoir une véritable solidarité européenne, surtout si l'on se réclame de l'internationalisme ?

Les idéologues européens sont passés maîtres dans l'art de dévoyer les mots, voire de leur faire dire l'exact contraire de ce qu'ils signifient vraiment. Solidarité ? A Bruxelles, cela signifie par exemple ponctionner les salariés allemands ou français au seul profit... des créanciers de la Grèce (ou d'autres pays) : banquiers, boursiers, Fonds spéculatifs. Si le terme solidarité à un sens, il doit être tourné par les peuples vers leurs ennemis communs, précisément ceux qui sont à l'origine de l'intégration européenne. Quant à l'internationalisme, il est à l'exact opposé du mondialisme qui vise à effacer les frontières (libre-circulation, libre-échange) et à dissoudre les pays. L'internationalisme, comme le terme l'indique en lui-même, va de pair avec

des Etats-nations ayant récupéré leur souveraineté, condition indispensable pour de véritables coopérations équilibrées.

Pour certains, le concept de « souveraineté » est quelque peu suspect...

Ceux qui rêvent d'en finir avec la souveraineté des peuples, ce sont les « élites mondialisées », les dirigeants de multinationales, les cercles informels (Trilatérale, Bilderberg, Davos...) qui ambitionnent de régenter le monde, et redoutent plus que tout des peuples acteurs de leur avenir. Or pour qu'un peuple soit acteur de son avenir, il doit précisément (re)conquérir sa souveraineté politique. La leçon remonte notamment aux Lumières, et est symbolisée par la victoire de Valmy : le 20 septembre 1792, le peuple en armes de la France révolutionnaire met en échec les aristocraties européennes coalisées, et s'érige de ce fait en sujet politique national. Le poète allemand Goethe notait à cette occasion : « *de ce jour et de ce lieu date une ère nouvelle pour l'histoire de l'humanité* ». Le lendemain, la République française était proclamée.

Quel rapport avec les enjeux actuels ?

Dans le cadre d'un pays, une politique menée contre les intérêts populaires peut être combattue, un gouvernement défait, des mesures néfastes remises en cause. L'intégration, ce sont les dirigeants européens qui décident entre eux des grandes orientations au niveau supranational, et, le cas échéant, reviennent hypocritement vers leur peuple en disant : je me suis battu, mais j'étais minoritaire, les mesures décidées s'appliqueront donc. Car désormais, la plupart des décisions ne sont plus prises à l'unanimité, et s'imposent donc même aux pays qui y étaient opposés. Pire : si une élection nationale amène une nouvelle majorité sur la base de promesses de changement, celles-ci se verront opposer « l'acquis communautaire », autrement dit : ce qui a été décidé précédemment au niveau européen ne peut plus être remis en cause. C'est cette irréversibilité qui emprisonne les peuples, qui les prive de leur souveraineté – autrement dit de leur liberté. Une liberté qui devrait donc être particulièrement importante pour les partisans du changement social. Les tenants de l'ordre établi, eux, peuvent s'accommoder de la perte de souveraineté.

Ceux qui proposent de quitter l'UE ne font-ils pas « le jeu de l'extrême droite » ?

Avec un tel raisonnement, il aurait fallu approuver le traité de Maëstricht, puisque le Front national (FN) était contre. Il est tout de même étrange que des forces politiques qui se réclament de la gauche voire de l'extrême gauche ne sachent pas se positionner sans se référer systématiquement au FN. Certaines d'entre elles, après avoir choisi de délaissé le terrain de la souveraineté, ont poussé le zèle jusqu'à mettre un signe d'égalité entre rejet de l'Europe et Marine Le Pen (alors que, paradoxalement, cette dernière ne propose pas cette sortie). Une campagne qui n'a pas peu contribué à propulser celle-ci à la troisième place de la présidentielle, avec près d'un suffrage sur cinq. Etait-ce le résultat recherché ? Quoi qu'il en soit, tout esprit rationnel devrait se former son jugement à partir de faits et d'arguments, non en fonction du positionnement de tiers.

Les sondages semblent montrer qu'une majorité de Français, en particulier, n'est pas favorable à la sortie de l'UE...

A travers la formulation des questions, les sondages en disent bien plus long sur ce que les sondeurs ont dans la tête, plutôt que les sondés. Il faut rappeler qu'un an avant le référendum de mai 2005, Le Monde barrait sa Une d'une manchette appuyée sur un sondage selon lequel « 70% des Français sont favorables à une Constitution européenne ». Ensuite, grâce à la campagne, un débat sans précédent a fait irruption...

Peut-on contester l'argument régulièrement mis en avant selon lequel « l'union fait la force » ?

La question essentielle devrait être : la force... pour quoi faire ? La réponse se trouve dans tous les discours européens : il faut être « plus compétitif » dans la concurrence planétaire, « tenir tête » aux pays émergents tels que la Chine, l'Inde, ou le Brésil, « être à la hauteur de ses responsabilités mondiales » autoproclamées. Autrement dit, s'inscrire dans un ordre fondé sur la concurrence généralisée, sur la mondialisation et l'affrontement entre blocs – le tout « régulé » par une gouvernance globale (G8, G20). Un monde post-démocratique où les puissances – on aurait dit, aux XIX^e et XX^e siècles, les empires – se partagent, voire se disputent la domination du monde. Et où les peuples servent de chair à canon économique, voire, le cas échéant, militaire. On peut ajouter qu'en la circonstance, le dicton fonctionne à rebours : depuis cinq décennies se développe effectivement une « union toujours plus étroite », selon les termes (et les obligations) des traités. Or à ce jour, l'UE est devenue la zone économique du monde la plus sinistrée en matière de croissance. Parmi

les explications : c'est la seule à s'appliquer à la lettre les principes du libre échange et de l'ouverture des frontières – et ce, quelles que soient les réserves ponctuelles émises par les Etats membres, à qui l'on a de toutes façons retiré toute compétence en la matière.

Refuser l'Europe, n'est-ce pas courir le risque de s'isoler ?

C'est le contraire qui est vrai : dès lors qu'un peuple déciderait de s'affranchir du carcan de l'UE, tout laisse à penser qu'un tel exemple serait contagieux. C'est en réalité les dirigeants européens qui sont isolés dans leur fuite en avant de plus en plus impopulaire. En outre, dès lors qu'on crée un club, qu'on le veuille ou non, on crée deux catégories de pays : ceux qui sont dedans, ceux qui sont dehors. On peut certes repousser le mur (« élargissement »), mais il y a toujours un mur. Créer un club, c'est nécessairement diviser.

N'est-il pas tout de même naturel de se rassembler entre Européens ?

Cela n'est nullement « naturel », cela relève d'un choix, en l'occurrence : privilégier, en tous domaines et définitivement, les relations avec des pays au prétexte qu'on est sur le même (sous)-continent, au détriment de ceux qui n'y sont pas. Il va de soi que les relations de la France avec l'Allemagne sont plus denses qu'avec l'Australie. Mais, sur les plans historique, culturel, linguistique, et même humain, les Français sont-ils plus proches des Lettons ou des Slovènes que des Algériens ou des Maliens ? Les Portugais sont-ils plus proches des Finlandais ou des Slovaques, que des Brésiliens ou des Angolais ? Et ainsi de suite. La liberté, pour un pays, consiste en particulier à pouvoir bâtir des relations « tous azimuts », plutôt que de s'enfermer dans un cercle géographique étroit.

Si les partisans de l'intégration admettent que le front économique n'est guère brillant, ils martèlent en revanche un autre argument : l'Europe, c'est la paix...

Une telle affirmation est sans cesse rabâchée, elle n'en reste pas moins un mensonge historique flagrant. Il suffit de se reporter aux années 1950 pour mesurer à quel point la CEE est née dans, de, et par la guerre froide. Il s'agissait, en osmose directe avec Washington, de faire pièce au bloc de l'Est, avec l'espoir de venir à bout de celui-ci, c'est d'ailleurs ce qui est advenu. Pour étayer leur conte de fées, les zéloteurs de Bruxelles théorisent une absurdité : les nations (et leurs rivalités) seraient la cause des « guerres civiles » sur le Vieux Continent ; et citent notamment la seconde guerre mondiale. Cela fait l'impasse sur la responsabilité de l'Allemagne nazie : Hitler et ses sbires entendaient instituer un « Reich (empire) millénaire » pour asseoir leur domination. En réalité, ce sont les empires et les ambitions impériales qui sont causes de guerre, et non les Etats-nations, cadre permettant d'allier la souveraineté chez soi et les coopérations avec les autres.

L'UE n'est tout de même pas comparable au IIIème Reich ?

Il serait absurde de prétendre que les actuels dirigeants européens sont des nazis. En revanche, il est des analogies qui mettent à mal la légende édifiante selon laquelle l'« idée européenne » serait née au lendemain de la guerre, au nom du « plus jamais ça ». L'idéologie nazie, qui visait la création d'une « Europe nouvelle », soulignait la nécessité de créer un « grand espace » (« *Grossraum* ») européen dépassant l'étroitesse des cadres nationaux. D'autre part, un thème d'alors bénéficie aujourd'hui d'une nouvelle jeunesse : les Etats-nations devraient accepter d'abandonner leur souveraineté afin que l'Europe joue son rôle de puissance dans le monde. C'est précisément avec les mêmes arguties qu'en 1940, Joseph Goebbels, propagandiste en chef du régime, affirmait : « *je suis convaincu que dans cinquante ans, les gens ne penseront plus en termes de pays* ».

La différence, c'est que les nazis ne prétendaient pas rechercher la paix...

Si ! Ils tentaient même de le faire croire jusqu'en septembre 1939, lorsqu'une note du ministère des affaires étrangères du Reich affirme par exemple : « *la guerre actuelle est aussi une guerre pour l'unité et la liberté de l'Europe* ». Et dans un projet de l'Allemagne nazie en vue d'assurer l'« *établissement d'une confédération européenne* », on peut lire que les pays européens doivent bâtir « *une unité si ferme qu'il ne puisse jamais y avoir de guerre entre eux et que les intérêts extérieurs de l'Europe puissent être sauvegardés en commun* ». Exactement l'argument qui se veut fondateur des Communautés européennes, en 1957.

Quoiqu'il en soit, il n'y a pas eu de guerre sur le Vieux Continent depuis plus d'un demi-siècle, rappellent les laudateurs de l'UE...

Affirmer cela, c'est oublier bien vite qu'en 1999, plusieurs pays membres (dont la France et l'Allemagne) ont pris leur part dans les bombardements aériens contre la Serbie, quotidiens pendant près de trois mois. La guerre était alors menée sous l'égide de l'OTAN, et c'est même ce qui a conduit les dirigeants européens, de leur propre aveu, à lancer l'« Europe de la Défense », afin de ne pas devoir recourir au grand frère américain pour faire le ménage « dans l'arrière-cour », une expression utilisée sans fard à l'époque. Des intellectuels avaient même affirmé que la guerre contre la Yougoslavie a constitué le vrai « moment fondateur » de l'Europe politique, l'intégration marchande étant insuffisante pour ce faire...

Mais, au moins entre les Etats-membres, l'intégration rapproche plutôt les peuples ?

Hélas, l'actualité fournit désormais d'inquiétants signes du contraire. Avec la crise de l'euro, un mépris anti-grec a été grossièrement attisé par une certaine presse outre-Rhin (les « tricheurs », les « fainéants »...). Parallèlement, le ressentiment anti-allemand a flambé en Grèce, alimenté par les souvenirs de l'histoire et l'arrogance de Berlin. De même, le débat public en Finlande fait porter la responsabilité de la crise aux Espagnols et aux pays du sud en général. Aux Pays-Bas, ce sont les Roumains et les Bulgares qui sont pointés du doigt, et qui, en retour, se sentent rejetés. Dans cette fameuse « communauté de destin » (une expression quasi-mystique très en vogue à Berlin), les colères, les ressentiments et les accusations de tous contre tous sont en passe de se développer. On peut proposer une analogie : tant que des voisins se fréquentent tout en gardant la maîtrise de leur appartement et de leurs habitudes, ils entretiennent des relations cordiales ; dès lors qu'on les contraint à habiter sous le même toit, et qu'on leur impose les mêmes principes de vie, les bisbilles apparaissent fatalement. Cette montée des tensions intra-européennes n'est pas la moins grave des conséquences l'intégration.

Qu'en est-il des « valeurs » dont les institutions européennes se veulent les champions planétaires ?

Les « valeurs », parlons-en ! Sait-on que dans plusieurs Etats-membres – en particulier dans les trois Républiques baltes – les autorités se livrent à une très officielle révision de la seconde guerre mondiale ? L'Allemagne nazie fait l'objet d'une quasi-réhabilitation, à tout le moins d'une mansuétude assumée. En Lettonie, de nombreux anciens combattants de l'Armée Rouge sont traités en criminels, voire condamnés ; et les anciens combattants de la Waffen-SS sont honorés. Pour ne rien dire des 40% d'habitants russophones discriminés, au point que des centaines de milliers d'entre eux se sont vu imposer le statut de « non-citoyens », quasiment sans droits. A Bruxelles, on observe une discrétion appuyée sur ces exploits.

Mais on se propose de promouvoir la démocratie aux quatre coins de la planète, au point d'avoir tout récemment créé un Fonds finançant les opposants aux « Etats-voyous »...

Il s'agit en réalité de déstabiliser certains régimes honnis, et de travailler à mettre en place des gouvernants mieux disposés à l'égard des Occidentaux – Bruxelles s'en cache à peine. Cependant, quand les dirigeants européens foulent ouvertement aux pieds les deux référendums de 2005 (France et Pays-Bas), exigent un nouveau vote dès lors que le résultat ne les satisfait pas (Irlande), et décrètent que, désormais, ce genre de consultation populaire est à proscrire parce que trop « risquée », ils devraient faire preuve d'un minimum de retenue plutôt que de présenter l'UE comme le phare mondial de la démocratie et des droits de l'homme.

Vouloir se libérer de l'emprise de Bruxelles, soit, mais il faut bien proposer une alternative ?

Cela revient à dire : si vous n'avez pas un programme à la place, taisez-vous ! Cette injonction n'est pas acceptable. Aurait-on imaginé, sous l'Occupation, interpellé un résistant sous la forme : ce que vous faites est intéressant, mais avez-vous un plan pour la suite ? Bien entendu, au sein de la Résistance se sont forgées des perspectives pour la future France libérée, mais il ne serait venu à l'idée de personne d'en faire un préalable à l'action des maquis. L'urgence était de mettre fin à l'intolérable, et tous ceux qui y contribuaient, qui étaient loin de partager un même projet de société, étaient les bienvenus.

Cela posé, il n'est interdit à personne de proposer un « après-UE » fondé sur le développement de coopérations entre nations libres et souveraines, qu'elles soient voisines ou à l'autre bout du monde, pour peu que ces coopérations soient basées sur l'équilibre et l'avantage mutuel. Le champ est suffisamment vaste pour qu'aucune idée ne soit de trop...